

Les FARC-AP et le gouvernement colombien engagés sur la voie de la paix



Par Guillermo Alvarado

“Il y a un conflit armé de moins dans le monde. Celui de la Colombie”- a déclaré le président Juan Manuel Santos devant l'Assemblée Générale de l'ONU. Le président colombien a remis au Secrétaire Général, Ban Ki moon le texte de l'accord de paix.

Un pas a été fait ainsi vers la consolidation du processus entamé il y a 4 ans à La Havane, la capitale cubaine, qui a été le siège des négociations entre le gouvernement et les Forces armées de Colombie-Armée du Peuple, pour mettre un terme au plus long conflit de l'histoire de notre continent.

Il reste encore des sérieux défis à relever. Le principal d'entre eux est le plébiscite qui sera organisé le 2 octobre prochain. La population devra dire si elle appuie le processus de paix et si elle octroie au président Santos le mandat pour implémenter ces accords.

Les ennemis de la concorde et de l'entente, à la tête desquels se trouve les ex présidents Alvaro Uribe et Andrés Pastrana, se mobilisent. Ils prétendent que trop de concessions ont été faites aux guérilleros. Ils

ont le soutien de certains médias locaux et étrangers qui publient des articles dans le but de minimiser la validité de l'accord auquel sont parvenues les équipes négociatrices de chaque partie au terme de 4 ans de travail ardu. Ces médias essaient de faire croire que l'option du NON grandit, alors que les sondages prouvent le contraire.

Une fois la consultation populaire réalisée, il faudra mener dans la pratique les accords. Cela implique un coût financier important que les experts estiment à quelque 31 milliards de dollars.

Bien qu'une partie de cette somme devra être apportée par la communauté internationale qui s'est engagée à la fournir, le plus grand effort devra être consenti par l'État colombien. Il est indispensable de garantir, entre autres, la réinsertion des guérilleros démobilisés au marché de l'emploi, ce qui signifie non seulement la création de postes de travail, mais aussi des centres de préparation technique et professionnelle.

Une autre question vitale est la sécurité des guérilleros qui regagneront la vie civile et qui sont exposés à des représailles ou à des agressions de l'extrême droite et des groupes armés irréguliers qui sont un résultat du para-militarisme incité par des gouvernements précédents dont celui d'Uribe.

Les conditions ont changé, mais les Colombiens n'oublient pas l'extermination systématique dont ont été victimes les membres de l'Union Patriotique, un groupe de guérilla qui a signé un pacte de paix avec le gouvernement de Belisario Betancourt et qui en très peu de temps a perdu plus de 5 000 militants, parmi eux 2 candidats présidentiels, 8 membres du Congrès, 70 membres du Conseil et 11 maires.

Deux autres thèmes épineux sont les négociations avec l'autre organisation rebelle, l'Armée de Libération Nationale et le départ du territoire colombien des bases militaires des États-Unis. Sans la solution de ces questions, la paix ne sera pas complète dans ce pays frère.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/106623-les-farc-ap-et-le-gouvernement-colombien-engages-sur-la-voie-de-la-paix>



Radio Habana Cuba